

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Les échanges gaziers entre l'Union européenne et la Russie : des interdépendances aux incertitudes

Amorcés dans les années 1970, les échanges gaziers entre l'Union européenne et la Russie n'ont cessé de croître depuis. L'ampleur de ces flux, plus qu'une situation de dépendance d'un partenaire vis-à-vis de l'autre, révèle en fait de véritables relations d'interdépendance.

Depuis le début des années 2000, des incompréhensions persistantes s'expriment toutefois entre les deux zones, conséquence de changements économiques et institutionnels majeurs. D'un côté, le processus d'ouverture à la concurrence des industries gazières de l'Union européenne ainsi que la volonté de créer un marché unique du gaz conduisent à des réorganisations en profondeur de ce secteur. Ces bouleversements invitent en particulier à redéfinir les relations contractuelles de l'Union avec ses principaux fournisseurs de gaz naturel, dont la Russie. De l'autre côté, les réorganisations du secteur gazier russe – dominé jusqu'à ce jour par la compagnie Gazprom – engendrent un certain nombre d'incertitudes sur la fourniture gazière russe.

Les interdépendances gazières

Les interdépendances gazières entre l'Union européenne et la Russie peuvent se résumer en quelques chiffres. En 2012, Gazprom a exporté 186 milliards de mètres cubes (Gm³) de gaz naturel vers les pays de l'Union européenne, contribuant à près de 30 % de leurs importations de cette ressource. La dépendance de l'Union devrait sensiblement augmenter, puisque les importations gazières – d'où qu'elles viennent – pourraient représenter 65 % de la consommation des États membres en 2030 contre 50 % en 2007. La vulnérabilité de l'Europe aux risques d'approvisionnement en sera accrue.

Une très grande diversité de situations existe au sein de l'Union européenne. Le taux de dépendance de chaque pays à l'égard des importations de gaz russe est fonction des dotations propres à chacun, de l'histoire et des accords conclus par le passé, des politiques énergétiques mises en œuvre – aboutissant

à des mix énergétiques très différents – et des stratégies développées afin de diversifier les fournisseurs. Ce taux de dépendance est nul pour l'Espagne mais supérieur à 70 % pour les pays d'Europe centrale et les pays baltes. En termes de volumes importés, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni constituent des marchés privilégiés pour le gaz russe.

De son côté, la Russie est extrêmement dépendante d'un marché européen qui absorbe 70,8 % de ses exportations totales de gaz naturel. Ce marché, essentiel pour Gazprom en termes de volume, l'est également pour sa rentabilité, comparativement à la fois au marché intérieur – dominé par des prix régulés et bas – et à celui de la Communauté des États indépendants (CEI) – la plupart des anciens partenaires soviétiques bénéficiant encore de conditions d'achat avantageuses. Enfin, les volumes exportés vers l'Asie – essentiellement du gaz naturel liquéfié (GNL) – restent relativement faibles (14,8 Gm³ en 2012).

Les incertitudes de l'Union européenne

La libéralisation du marché gazier de l'Union européenne est organisée par les directives de 1998, et les « paquets énergie » de 2003 et 2009. Ayant pour vocation de créer un marché concurrentiel et unique, cette vaste réforme est susceptible de modifier profondément la relation contractuelle établie depuis plus de quarante ans avec la Russie.

Traditionnellement, les échanges entre l'Union européenne et la Russie sont réalisés dans le cadre de contrats de long terme de type *Take or Pay* (TOP). Ceux-ci sont désormais remis en cause par Bruxelles au nom des principes concurrentiels (lois antitrusts) et de la partition des marchés¹. Cette évolution crée des incertitudes importantes pour Gazprom qui doit

¹ Ces contrats posent problème en raison de leur durée (20-30 ans) et de certaines de leurs clauses. Ils opposent en outre des barrières importantes à l'entrée de nouveaux acteurs potentiels et, à ce titre, freinent le développement de la liquidité des marchés *spot*. Voir Jacques Percebois, « The Supply of Natural Gas in the European Union: Strategic Issues », *OPÉC Energy Review*, vol. 32, n° 1, mars 2008, p. 33-53.

Près de 45 % de la production gazière russe provient des gisements de la région d'Ourengoi située en Sibérie occidentale.



© AFP/Natalia Kolesnikova

réaliser des investissements massifs pour renouveler ses capacités de production. L'entreprise entend s'assurer d'une demande garantie sur les marchés européens². Dès lors, elle n'a de cesse de réaffirmer sa volonté de continuer à assurer l'approvisionnement gazier des pays de l'Union européenne, essentiellement au travers des contrats TOP³.

Les évolutions du marché gazier européen imposent pourtant au monopole russe d'accroître la flexibilité de ses contrats et d'effectuer un nouvel arbitrage prix-volume. En particulier, la pertinence du maintien dans ces contrats de long terme d'une indexation des prix du gaz naturel sur ceux du pétrole fait l'objet d'un vaste débat⁴. Alors que les prix des contrats TOP ont suivi l'évolution des cours du pétrole, ceux du gaz naturel et du GNL vendus sur les marchés spot se sont effondrés sous l'effet de la surabondance de

l'offre. Le découplage important entre prix *spot* et prix des contrats de long terme qui en résulte supposerait désormais que la compagnie russe en accepte la révision et introduise des indices d'évolution des prix *spot* sur les marchés européens. Jusqu'à présent, Gazprom s'attache à défendre la formule d'indexation sur les prix du pétrole⁵, quitte à perdre certains marchés significatifs. En 2012, par exemple, ses exportations gazières vers l'Europe ont diminué de 5,5 % au profit de la Norvège.

Enfin, la libéralisation des marchés gaziers européens pourrait perturber la stratégie industrielle de Gazprom, qui tente dans un environnement plus concurrentiel de préserver ses parts de marché par une politique d'intégration vers l'aval sur le marché européen. L'introduction du principe de découplage (*unbundling*) patrimonial au niveau européen⁶ assorti de la clause du pays tiers prévue dans le

² Les faibles prix du gaz sur le marché intérieur ne permettent pas, en particulier, d'assurer la rentabilité des investissements nécessaires au développement des régions russes.

³ Sadek Boussena et Catherine Locatelli, « Gas Market Developments and their Effect on Relations between Russia and the EU », *Opec Energy Review*, vol. 35, n° 1, mars 2011, p. 27-46.

⁴ Jonathan Stern et Howard Rogers, *The Transition to Hub-Based Gas Pricing in Continental Europe*, The Oxford Institute for Energy Studies, NG 49, mars 2011 (www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2011/03/NG49.pdf).

⁵ Sergei Komlev, *Pricing the “Invisible” Commodity*, « Discussion Paper », Gazprom Export, Moscou, 11 janvier 2013 (www.arcticgas.gov/sites/default/files/documents/2013-1-11-gazprom-paper-gas-pricing.pdf).

⁶ L'action d'*unbundling* consiste en une séparation juridique ou comptable des divers segments de la chaîne gazière pour éviter l'intégration verticale considérée comme une barrière à l'entrée pour les nouveaux acteurs.

3^e « paquet énergie » condamnerait cette stratégie d'adaptation par l'intégration vers l'aval⁷.

Les incertitudes russes

La Russie connaît elle aussi quelques incertitudes, qui sont principalement d'ordre institutionnel et organisationnel. Elle dispose d'importantes réserves gazières – fin 2011, celles-ci étaient évaluées à 23 % des réserves mondiales. Cependant, des investissements considérables seront nécessaires pour renouveler les trois « super-gisements » de Medveje, Ourengöi et Yambourg qui assurent depuis longtemps la croissance de la production gazière, mais sont maintenant sur le déclin. Dans un environnement en profonde mutation, des choix devront être effectués à propos des zones et des gisements susceptibles de prendre le relais. Sont plus particulièrement concernés la péninsule de Yamal, les gisements de l'estuaire de Taz et ceux de Sibérie orientale.

Le secteur gazier russe reste à ce jour très centralisé, organisé autour de la compagnie Gazprom détenue à 51 % par l'État et qui, outre le fait qu'elle détient le monopole du transport et des exportations, assure 86 % de la production gazière du pays. Ce modèle d'intégration verticale est toutefois de plus en plus contesté sur le plan interne. Gazprom est progressivement mise en concurrence avec des compagnies indépendantes – Novatek, Itera – et avec des compagnies pétrolières – Rosneft, Lukoil – sur des segments significatifs de son marché, notamment la fourniture du secteur industriel et du secteur électrique.

Le monopole russe est aussi contesté à l'exportation, Rosneft et Novatek cherchant à vendre directement du GNL à l'Asie. Cette concurrence s'accompagne également d'un contrôle plus strict de l'accès aux réserves en hydrocarbures de la Russie, dont

pâtissent en particulier les investisseurs de l'Union européenne.

C'est dans cet environnement que Gazprom tente de modifier sa stratégie d'exportation en faisant de l'atténuation de sa dépendance par rapport au marché de l'Union européenne une priorité. Cette stratégie de marchés alternatifs s'adresse globalement à l'Asie et, plus particulièrement, au Japon, à la Chine⁸ et à la Corée du Sud. Gazprom de même que les nouveaux acteurs gaziers que sont Rosneft et Novatek entendent se doter d'une industrie du GNL, seule réellement capable de permettre la mise en œuvre d'une stratégie de diversification des exportations gazières. Plusieurs projets – Yamal GNL, Sakhaline 2, Vladivostok GNL – sont évoqués.

L'affichage de cette stratégie permet à la Russie d'esquisser une mise en concurrence des marchés européens et asiatiques. Mais, en l'absence d'un vrai marché mondial du gaz naturel et compte tenu des coûts de transport et des prix, les gisements de Sibérie occidentale et de Sibérie orientale sont relativement captifs. Dans les faits, chacun est apte à trouver sa rentabilité dans une seule des deux destinations⁹.

Catherine Locatelli *

* Chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), unité mixte de recherche Pacte, EDDEN (Économie du développement durable et de l'énergie), université de Grenoble.

⁷ Céline Bayou, « Russie. Gazprom dans la ligne de mire de l'Union européenne », *Grande Europe*, n° 35, août 2011 (www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/0000411-russie.gazprom-dans-la-ligne-de-mire-de-l-union-europeenne-par-celine-bayou/article).

⁸ Un premier gazoduc, le projet Altai, est envisagé à partir de la Sibérie occidentale. Mais sa finalisation bute pour le moment sur la question des prix et de la formule d'indexation qui sera intégrée dans le contrat de long terme. Keun-Wook Paik, *Sino-Russian Oil and Gas Cooperation: The Reality and Implications*, The Oxford Institute for Energy Studies, Oxford University Press, 2012.

⁹ Sadek Boussena et Catherine Locatelli, « Towards a More Coherent Oil Policy in Russia? », *Opec Review*, vol. 29, n° 2, juin 2005, p. 85-105.